



DÉLIBÉRATIONS

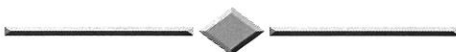
Le 25 avril 2024 à 13h37 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents : Madame Élisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARDE, Madame Martine LELAIT, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET,

Étaient représentées : Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR,
Madame Marie DESBORDES ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,
Madame Geneviève LARMARAUD ayant donné pouvoir à Madame Marie-Françoise MARCASSIN,

Étaient excusés : Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Madame Félicie RENON, Madame Mireille VACHE-PICAT,

Date de convocation : 19 avril 2024



32 DEMANDE D'AUTORISATION CONCERNANT L'HABILITATION "ACCOMPAGNANT PA (PERSONNE ÂGÉE) MÉDICALE " DANS LE CADRE DE L'UTILISATION DU LOGICIEL VIA TRAJECTOIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Le CCAS de Rouen gère un CLIC qui accompagne les rouennais âgés de plus de 60 ans rencontrant des problématiques d'isolement et de perte d'autonomie. Dans ce cadre, les professionnels du service sont amenés à effectuer de multiples démarches dans le cadre du maintien à domicile des personnes âgées mais également dans leur demande d'admission en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD).

Afin d'accompagner les personnes âgées dans ce type de démarche, les professionnels du secteur sanitaire, de l'action sociale et médico-sociale sont dotés d'un logiciel métier intitulé « Via trajectoire » opérationnel sur le territoire national depuis 2016 et géré par l'organisme Normand'e-Santé sur le département de la Seine-Maritime.

DÉLIBÉRATIONS

Ce logiciel permet aux professionnels et aux usagers :

- de consulter l'annuaire national des EHPAD.
- d'effectuer une demande d'admission en ligne auprès d'un ou de plusieurs établissements ciblés.
- de suivre et de gérer les demandes en temps réel.

Chaque dossier est constitué d'un volet administratif rédigé par la personne concernée, son entourage ou un professionnel de l'action sociale, d'un volet autonomie et d'un volet médical rédigés par le médecin traitant directement via le logiciel. Au cas où le médecin traitant n'aurait pas accès au logiciel, la possibilité de compléter la partie médicale par voie dématérialisée est alors proposée. Dans ce cas, le volet médical est scanné et annexé au dossier par son instructeur. Le volet autonomie est alors complété par ce même professionnel en s'appuyant strictement sur les données complétées par le médecin traitant sur papier.

Dans le cadre de l'application des outils du Ségur du numérique permettant l'accès au Dossier Médical Partagé (DMP) des usagers, l'organisme Normand-e santé, propose aux CLICS du département de Seine-Maritime de régulariser cet usage par l'attribution d'une habilitation intitulée : « Attestation d'usage de l'habilitation « Accompagnant PA médicale » dans ViaTrajectoire ». Cette habilitation permettra de régulariser l'utilisation du logiciel lorsque le médecin traitant est dans l'incapacité de renseigner les données médicales directement en ligne.

Les conditions applicables à l'ensemble des professionnels bénéficiant de cette dérogation d'habilitation sont les suivantes :

- Le professionnel s'engage à recueillir le consentement éclairé et écrit du patient sur l'accès aux données médicales complétées dans le dossier papier par le médecin ;
- Dans le volet médical, le professionnel sélectionnera uniquement le « motif de la demande » tel qu'il est complété par le médecin traitant dans le dossier papier.
- Dans le volet autonomie, le professionnel s'engage à ressaisir strictement les données de la grille d'autonomie complétée par le médecin traitant sur le dossier papier.
- En pièce jointe médicale, le professionnel s'engage à déposer ce document en format « pdf », sans saisie, ni modification.
- Le professionnel s'engage à ne renseigner aucun autre élément médical dans ces volets.

Cette habilitation est valable à compter de la date de signature du document et prendra fin pour les professionnels concernés le 30 septembre 2025.

Ledit document : « Attestation d'usage de l'habilitation « Accompagnant PA médicale » dans ViaTrajectoire » est annexé à la présente délibération.

Il est proposé au Conseil d'Administration de bien vouloir autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer le document « Attestation d'usage de l'habilitation « Accompagnant PA médicale » dans ViaTrajectoire » délivré par l'organisme Normand'e-Santé.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R 123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Loi n°2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 dite d'Adaptation de la Société au Vieillessement,

DÉLIBÉRATIONS

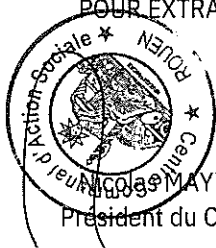
CONSIDÉRANT, que le CCAS de Rouen assure la gestion du CLIC des Aînés de Rouen en lien avec le Département de Seine-Maritime.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer le document « Attestation d'usage de l'habilitation « Accompagnant PA médicale » dans ViaTrajectoire » délivré par l'organisme Normand'e-Santé.

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,



NICOLAS MAYER-ROSSIGNOL
Président du C.C.A.S. de Rouen

Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.